



Les dépenses et la dette des ménages

Les dépenses des ménages représentent près de 65 %¹ du total des dépenses au Canada et elles jouent donc un rôle moteur très important dans l'économie. Les ménages achètent toutes sortes de biens (par exemple, des produits alimentaires, des vêtements, des maisons ou des voitures) et de services (quand ils s'assurent ou se divertissent, entre autres). Ils paient ces biens et services au moyen de la rémunération qu'ils reçoivent, de leurs économies, de leurs revenus de placement ou encore de fonds empruntés, surtout lorsqu'il s'agit de gros achats comme une maison ou une voiture.

Des emprunts « prudents » : un bien pour l'économie

Le recours prudent au crédit peut améliorer le bien-être économique global des ménages en leur permettant d'étaler leur consommation plus harmonieusement aux différentes étapes de leur vie. Dans les premières années de leur vie adulte, les ménages s'endettent pour financer une consommation supérieure à ce que leur permettraient leurs seuls revenus courants. Leurs revenus augmentant à mesure qu'ils avancent en âge, les ménages épargnent et réduisent leur dette de façon à constituer un patrimoine en prévision de la retraite. Le crédit peut en outre contribuer à maintenir un niveau de consommation relativement stable en amortissant l'effet d'une baisse temporaire de revenu consécutive, par

exemple, à une mise à pied ou à une longue maladie. Le maintien de la consommation ainsi apporté par le crédit peut contribuer à dynamiser l'économie dans son ensemble en période de conjoncture difficile, comme lors de la récente crise financière et économique mondiale.

C'est parce que les ménages occupent une si grande place dans l'économie canadienne que leur santé ou leur précarité financière a une incidence marquée sur le bien-être économique général et la stabilité financière du pays. Tant qu'il est modéré, le recours prudent au crédit peut constituer une source d'amélioration du bien-être des ménages et du pays tout entier; quand il devient excessif, l'endettement peut rendre les ménages plus vulnérables à des chocs et fragiliser le système financier et l'économie, comme l'a montré l'expérience récente dans d'autres économies avancées. D'où l'intérêt et l'importance de l'évolution de la dette des ménages pour la conduite de la politique monétaire canadienne.

En progression constante ces dernières années, la dette des ménages canadiens atteint un niveau inégalé

Les emprunts des ménages n'ont cessé d'augmenter ces années-ci, de sorte que le **ratio global de la dette des ménages au revenu disponible (après impôts et paiements d'intérêts)** atteint actuellement un peu plus de 160 %. Veuillez vous reporter aux renseignements

¹ Les dépenses des ménages figurant dans les comptes nationaux comprennent les dépenses personnelles (la consommation) et le logement.





D O C U M E N T S D ' I N F O R M A T I O N

importants donnés en bas de page concernant de récentes révisions qui ont une incidence sur ce ratio et sa comparabilité avec les estimations précédentes et les données américaines correspondantes².

Le crédit hypothécaire, qui comprend les crédits accordés pour l'achat de maisons et le refinancement hypothécaire, représente près de 70 % du total de l'encours du crédit aux ménages. L'autre partie de cet encours est constituée par *le crédit à la consommation*, qui englobe les lignes de crédit garanties par l'avoir propre foncier, les prêts personnels non garantis, les prêts automobiles et les prêts sur carte de crédit.

Jusqu'au milieu des années 1990, la hausse du ratio de la dette au revenu était surtout attribuable à la croissance du crédit hypothécaire. Mais depuis ce temps, le crédit à la consommation, et en particulier le crédit adossé à l'avoir propre foncier, y contribue également.

2 En octobre 2012, Statistique Canada a publié des données révisées sur le ratio de la dette des ménages au revenu disponible, lesquelles font apparaître une variation à la hausse de cette série depuis 1990. Ces révisions reflètent l'adoption des nouvelles normes internationales du Système de comptabilité nationale. Les changements dans les définitions et les méthodes qu'entraîne l'adoption de ces normes concernent à la fois la dette et le revenu des ménages, les variations de ce dernier étant en majeure partie responsable de la révision à la hausse du ratio de la dette des ménages au revenu disponible. En ce qui concerne la dette, une répartition plus exacte des prêts hypothécaires entre le secteur des ménages et celui des entreprises a donné lieu à une légère augmentation du ratio de la dette contractée sur le marché du crédit au revenu disponible. (C'est ce ratio que la Banque retient comme mesure à des fins d'analyse et d'information du public. Les comptes fournisseurs – crédit à court terme que les fournisseurs accordent aux petites entreprises, normalement sans intérêt, pour faciliter les échanges commerciaux – n'entrent pas dans son calcul.) Du côté des revenus, le revenu disponible des ménages se trouve à être nettement inférieur à ce qu'il était auparavant, en raison surtout du fait que non seulement les impôts en sont maintenant retranchés, mais aussi les paiements d'intérêts sur la dette. Il est à noter que les changements dont il est question ci-dessus rendent malaisée la comparaison directe des nouvelles et des anciennes données sur le ratio de la dette des ménages au revenu disponible. Les comparaisons avec les données sur la dette des ménages américains sont tout aussi difficiles, étant donné que les États-Unis n'ont pas encore adopté les nouveaux principes comptables internationaux. Voir aussi l'Encadré H1 dans la livraison de décembre 2012 de la *Revue du système financier*.

Comment ce gonflement de la dette des ménages s'explique-t-il?

Plusieurs facteurs ont participé à la croissance rapide de l'endettement des ménages ces dernières années.

La montée en flèche du crédit hypothécaire cadre avec l'accroissement de la population et du nombre de personnes propriétaires de leur logement, d'une part, et l'amélioration de l'accessibilité à la propriété, d'autre part. Bien que le prix des maisons ait augmenté (un obstacle à l'accessibilité), d'autres facteurs – comme la progression du revenu et la baisse des taux d'intérêt – ont globalement favorisé l'accessibilité à la propriété et l'obtention du crédit hypothécaire.

La croissance du revenu et les bas taux d'intérêt ont aussi soutenu l'expansion du crédit à la consommation ces dernières années. À cela s'ajoute le renchérissement important des logements, qui s'est traduit par une augmentation de la valeur de l'avoir propre foncier pouvant servir à l'obtention de crédit, ce qui a fortement stimulé la croissance des prêts à la consommation garantis (les lignes de crédit garanties par l'avoir propre foncier). L'innovation financière a aussi contribué à l'expansion du crédit. En donnant lieu à une offre élargie de produits de crédit lancés à grand renfort de publicité, elle a rendu ces produits plus attrayants et plus à la portée des ménages.

Implications pour la politique monétaire de l'affectation des fonds empruntés

La destination des fonds empruntés par les ménages est une question importante, car des répercussions négatives notables sur les résultats économiques nationaux peuvent y être associées, surtout en période de tensions inhabituelles, et c'est ce qui explique l'intérêt qu'y portent les autorités monétaires.





D O C U M E N T S D ' I N F O R M A T I O N

Le crédit sert à des fins telles que l'achat d'un logement, la consommation et les rénovations domiciliaires qui, dans tous ces cas, se répercutent sur le total des dépenses des ménages et, partant, sur la croissance économique globale. Le crédit peut aussi servir à financer l'acquisition de placements (dans le cadre d'un REER, par exemple), qui ne représente pas une dépense et ne contribue donc pas à la croissance de la production.

Depuis 2000, une part importante des fonds empruntés par les ménages – la plupart du temps grâce à l'avoir propre foncier – l'ont été pour financer la consommation et les rénovations domiciliaires. Quelles sont les implications d'emprunts effectués à ces fins? Si on assistait à une détérioration des conditions favorables qui ont généralement prévalu jusqu'ici – à savoir un resserrement des conditions d'octroi des prêts et une baisse du prix des maisons –, elle pourrait exercer un effet limitatif non négligeable sur ces dépenses et l'économie tout entière. C'est pourquoi la Banque se doit de prendre en compte ces liens entre le crédit et les dépenses quand elle analyse les répercussions économiques des mesures de politique monétaire.

Le ratio de la dette au revenu disponible : que nous révèle-t-il? À quels autres indicateurs pourrions-nous aussi faire appel?

Le ratio de la dette au revenu disponible dont il a été question plus haut est l'indicateur de la dette des ménages le plus fréquemment publié. Mais que signifie-t-il au juste? N'y a-t-il pas des indicateurs plus pertinents que celui-là?

Un ratio global de la dette au revenu disponible de, disons, 160 % signifie que la dette accumulée par le ménage canadien *moyen* dépasse de beaucoup la valeur de l'ensemble de ses revenus d'une année. Dit

autrement, un ratio de la dette au revenu de 160 % indique que le ménage moyen aurait besoin de plus d'une fois et demie son revenu annuel pour rembourser entièrement sa dette. Bien sûr, dans la pratique les ménages n'ont généralement pas à rembourser leur dette (surtout s'il s'agit d'un prêt hypothécaire) en une année. Ils le font plutôt en puisant à même leur revenu durant un certain nombre d'années, ce qu'on ne doit pas perdre de vue.

Il ne faut pas perdre de vue non plus qu'étant une moyenne, le ratio de la dette au revenu disponible ne dit pas tout. Les ménages canadiens n'ont ainsi pas tous un ratio de 160 %. Il y en a certains dont le ratio est nettement inférieur à ce chiffre, et d'autres qui le dépassent largement.

Pour avoir une meilleure idée des vulnérabilités financières présentes, il est utile de s'attarder à la *répartition* de la dette entre les différentes catégories de ménages. De plus, pour ce qui est d'évaluer leur santé financière, le facteur important n'est pas tant le niveau de leur dette que leur capacité à en assurer le service. En ce sens, le **ratio du service de la dette** qui mesure les coûts du remboursement de la dette³ en pourcentage du revenu disponible d'un ménage, apporte un éclairage plus précis sur les tensions financières que le ratio global de la dette au revenu disponible⁴.

Les données à ce chapitre pour le secteur des ménages donnent à penser que la charge que

- 3 Le ratio du service de la dette calculé par la Banque comprend le remboursement du capital et le paiement des intérêts sur tous les prêts (prêts hypothécaires, lignes de crédit personnelles, autres prêts personnels, prêts automobiles et dette sur carte de crédit). Le ratio global calculé par Statistique Canada ne comprend pas le remboursement du capital.
- 4 Les économistes pourraient ajouter que le ratio de la dette au revenu disponible amalgame le concept de *stock* (l'encours de la dette) à celui de *flux* (revenu disponible). Dans le cas du ratio du service de la dette, les coûts du service de la dette et le revenu disponible sont tous les deux des flux.





D O C U M E N T S D ' I N F O R M A T I O N

représente la dette des ménages canadiens est peu élevée, le ratio du service de la dette se situant entre 10 et 30 % pour la majorité d'entre eux. Les ménages dont le ratio du service de la dette est supérieur à 40 %, bien qu'ils soient relativement peu nombreux (actuellement moins de 10 % de tous les ménages endettés) sont par contre considérés comme les plus vulnérables à des turbulences économiques et comme présentant un risque élevé de manquement à leurs obligations. Les décideurs s'intéressent de près à ce groupe quand ils évaluent le risque que la dette des ménages fait peser sur l'économie et le système financier.

Deux fois l'an, la Banque du Canada procède à une simulation de crise afin d'estimer les conséquences pour la situation financière des ménages d'un choc économique aux effets profonds et durables, par exemple une hausse de 3 points de pourcentage du taux de chômage⁵. Ce choc se répercuterait sur la croissance du revenu, sur le marché immobilier et sur l'avoir net des ménages, et se traduirait par une augmentation du nombre de ceux qui éprouvent de la difficulté à rembourser leur dette. Dans ce scénario extrême, les arriérés des ménages passeraient pratiquement du simple au double.

Mis à part le ratio de la dette au revenu et le ratio du service de la dette, les analystes se penchent aussi sur d'autres indicateurs de la santé financière des ménages, comme le **ratio de la dette à l'actif** et **l'avoir net des ménages**⁶. Ces deux variables prennent en compte les deux parties du bilan des ménages : leur dette et leur

actif. Il convient de s'attarder à ces variables car les ménages qui ont des actifs liquides (argent comptant, comptes de chèque et d'épargne et CPG, par exemple) pourraient recourir à ces actifs pour assurer le service de leur dette et tenir le coup financièrement en cas de choc économique important⁷.

En définitive

Peu importe l'angle d'approche, il reste que la dette des ménages canadiens atteint un niveau inégalé. Une dette de cette ampleur peut rendre certains ménages, l'économie et le système financier plus vulnérables aux chocs, qu'il s'agisse d'une forte recrudescence du chômage, de l'effondrement des revenus et des prix des maisons, ou encore de la progression des taux d'intérêt.

Même si les résultats de la simulation de crise mentionnés plus haut sont purement indicatifs, ils incitent néanmoins à la plus grande prudence. Les ménages doivent bien prendre leurs renseignements avant de s'endetter et doivent s'assurer qu'ils auront les moyens de continuer d'assurer le service de leur dette au moment où les taux d'intérêt, historiquement bas, reviendront à des niveaux plus normaux. Les institutions financières ont pour leur part la responsabilité d'évaluer le risque que présentent leurs clients et la capacité de ces derniers à rembourser leurs emprunts. Les autorités de réglementation ont pris des mesures pour renforcer les règles régissant les prêts hypothécaires depuis 2008 et continuent de surveiller de près la situation financière des ménages. D'autres organismes publics ont élaboré

⁵ Les résultats de ces simulations sont publiés dans la *Revue du système financier*, publication semestrielle de la Banque paraissant en juin et en décembre.

⁶ L'actif moins le passif du secteur des ménages : *éléments d'actif non financiers* (biens immobiliers principalement) et *éléments d'actif et de passif financiers* (p. ex., les dépôts, les obligations, les actions, les CPG, les emprunts hypothécaires et le crédit à la consommation).

⁷ Dans le cadre du nouveau système comptable, la valeur nette des ménages a aussi été légèrement revue à la hausse pour tenir compte du relèvement de la valeur estimative des actions non cotées en bourse et du logement. Bien qu'en théorie un accroissement de la valeur nette diminue la vulnérabilité des ménages, le fait est que des actions non cotées en bourse peuvent ne pas être faciles à liquider en période de tensions sur les marchés et que l'avoir propre foncier peut fondre rapidement lorsque les prix des maisons chutent.





D O C U M E N T S D ' I N F O R M A T I O N

de la [documentation à l'intention des ménages](#) pour les renseigner et les sensibiliser aux dangers du surendettement. Des liens fournis dans le site Web de la Banque du Canada permettent d'accéder à une partie de cette information.

Par ailleurs, les lecteurs qui souhaiteraient en savoir davantage sur cette question peuvent consulter le dossier spécial sur la situation financière des ménages et la stabilité financière paru dans la livraison de l'hiver 2011-2012 de la [Revue de la Banque du Canada](#).

Décembre 2012

